

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STE EVERGLASS

Rue Louis Blériot
ZI le Fief du Roy
16100 Châteaubernard

Références : 2025_1306_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0007201488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement STE EVERGLASS implanté Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des envols de poussière avaient été signalés par un riverain le 11 octobre 2025. Cette visite d'opportunité a été réalisée à l'occasion de la présence de l'inspection à proximité du site d'Everglass.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE EVERGLASS
- Rue Louis Blériot ZI le Fief du Roy 16100 Châteaubernard
- Code AIOT : 0007201488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans le traitement du verre ménager. Le process consiste à broyer et trier de façon mécanique les apports des collectivités afin de séparer le verre des autres déchets et de supprimer les impuretés telles que les étiquettes, colles, bouchons, etc. Le verre ainsi trié est expédié vers les sites de Verrallia pour la fabrication de bouteilles ou de fibres de verre.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Émissions dans l'atmosphère	AP Complémentaire du 13/02/2023, article 3.2, et AP Complémentaire du 05/08/2025, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'occasion du passage de l'inspection à proximité du site le 14 octobre 2025, et suite au signalement émis par un riverain, le week-end précédent, pour des envols de poussière, il a été observé des émissions diffuses de poussière lors des opérations de déversement de verre de récupération en phase amont du process de traitement. Lors de cette observation, le temps était sec – il n'avait pas plu depuis plusieurs jours – et le vent provenait approximativement de l'Est.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions dans l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/02/2023, article 3.2 ; AP Complémentaire du 05/08/2025, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Émission de poussière
Prescriptions contrôlées
<i>Article 3.2 de l'arrêté complémentaire du 13 février 2023</i>
Les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulation formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières.
<i>Article 6, arrêté complémentaire du 5 août 2025</i>
L'exploitant met en place des actions destinées à limiter les émissions diffuses en poussières en dehors des limites du site. Ces actions sont revues périodiquement et leur efficacité est régulièrement examinée (l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs sur ces points).

Constats

Des envols de poussière avaient été signalés par un riverain le 11 octobre 2025. Cette visite d'opportunité a été réalisée à l'occasion de la présence de l'inspection à proximité du site d'Everglass.

À l'occasion du passage de l'inspection à proximité du site le 14 octobre 2025, vers 17 h, il a été observé que, lors des opérations de déversement de verre de récupération en phase amont du process de traitement (Fig 1), des émissions diffuses de poussière se formaient. Lors de cette observation, le temps était sec – il n'avait pas plu depuis plusieurs jours – et le vent provenait approximativement de l'Est.

La route qui longe le site était propre et exempte de poussière de verre.



Fig 1 Alors que les émissions de poussière diffuse sont clairement discriminées visuellement, elles sont imperceptibles sur les photographies

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre la mise en place de dispositifs destinés à réduire et maîtriser les envols de poussière dans l'atmosphère, conformément à son plan d'actions destiné notamment à réduire à la source les émissions de poussière, et dont une partie des actions a été reprise dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 août 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois